



Montreuil, le 28 mai 2024

Monsieur le président,

A l'issue de la séance du COR du 1^{er} février dernier, les membres du Conseil d'orientation des retraites ont été destinataires d'un questionnaire, de notre point de vue très orienté sur le fond et profondément inadapté sur la forme (questionnaire chiffré, à l'image d'une enquête de satisfaction) sur des propositions de réforme des droits familiaux et conjugaux. Ce questionnaire fait suite à la saisine du COR par Elisabeth Borne alors Première Ministre. Dans le contexte de remise en cause de tous les budgets sociaux, il fait craindre une confirmation de la menace qui pèse sur ces droits.

Ces droits permettent actuellement de réduire les écarts de pension entre les hommes et les femmes, certes de façon tout à fait insuffisante. Une réflexion peut donc être engagée. En revanche, une refonte ou des ajustements par redéploiement à enveloppe inchangée, créeraient d'autres déséquilibres et pourraient en outre se solder par une diminution du montant moyen servi.

Il existe déjà des éléments comme le rapport de 2008 du COR sur ce même sujet, le rapport Moreau de 2013 précédant la loi 2014-40 du 20 janvier 2014 « garantissant l'avenir et la justice du système de retraite » de 2014, le rapport Fragonard de 2015 du Haut Conseil de la Famille et enfin les actes d'un colloque du COR en 2019 intitulé « les femmes et la retraite ». Lors des rapports Moreau et Fragonard, les organisations représentatives des salariés ont été auditionnées. Elles avaient eu la possibilité de porter leurs analyses et leurs propositions.

Vouloir analyser des réponses à des questions aussi ouvertes en les quantifiant de 1 à 10, relève d'une approche méthodologique profondément contestable. Quel est l'intérêt de calculer une moyenne de réponses faites par des participants aussi divers que ceux composant le COR ? La richesse des points de vue de notre conseil pourrait même pour une même note exprimée renvoyer à des conceptions différentes du sujet pointé. Vouloir exploiter statistiquement une telle enquête ne nous semble pas correspondre à l'importance du sujet bien plus vaste qu'un audit interne et ne pas correspondre aux principes de fonctionnement du COR.

La politique des droits familiaux et conjugaux est en lien avec la politique économique, la politique sociale, la politique éducative et aussi bien sûr la politique fiscale. Le financement de ces droits familiaux ne peut être traité indépendamment du financement des droits à retraite dans leur ensemble.

Cela n'a volontairement pas été traité par le gouvernement dans le long conflit de 2023. C'est très regrettable.

Réduire les droits familiaux et conjugaux serait injuste, inéquitable et contraire aux objectifs d'égalité entre les femmes et les hommes

Pour toutes ces raisons, nous ne remplirons pas le questionnaire en ligne.

Cordialement,

Pour la CGT
Pierre-Yves Chanu et Sylvie Durand

Pour la CFE-CGC
Christelle Thieffinne

Pour la FSU
Erick Staëlen